



► Observatoire de l'OIT sur le monde du travail. Neuvième édition

23 mai 2022

Principaux enseignements

Dernières évolutions sur le marché du travail

Dans la plupart des pays, la fermeture draconienne des lieux de travail touchant l'ensemble de l'économie a été progressivement abandonnée

Alors que l'on assiste au développement de plusieurs nouvelles crises mondiales, les mesures de restrictions liées au COVID-19 sont levées à travers le monde. Les fermetures des lieux de travail sous leurs formes les plus draconiennes (fermetures obligatoires concernent l'ensemble de l'économie à l'exception des lieux de travail essentiels) ont progressivement cessé pour une large part. Il n'y a qu'en Asie de l'Est que l'on a pu constater récemment une augmentation du nombre de travailleurs touchés par des mesures strictes.

Les tendances positives au niveau des heures travaillées sont au point mort et le risque existe d'un retour en arrière

Le nombre d'heures travaillées dans le monde a connu une détérioration au premier trimestre 2022 et demeure 3,8 pour cent au-dessous de son niveau au quatrième trimestre 2019 (point de repère d'avant la crise), ce qui équivaut à un déficit de 112 millions d'emplois à plein temps et qui signale un sérieux revers dans le processus de reprise. Les dernières mesures de confinement en Chine comptent pour l'essentiel dans la baisse constatée au niveau mondial au deuxième trimestre 2022. Cette estimation pour le premier trimestre 2022 montre une nette détérioration par rapport à la dernière prévision de l'OIT datant de janvier 2022 (qui était de 2,4 pour cent au-dessous du niveau d'avant la crise, équivalent à 70 millions d'emplois à plein temps)¹.

Non seulement le conflit en Ukraine a eu des conséquences sur le plan régional mais il a également touché l'économie mondiale en générant une hausse de l'inflation (notamment sur les prix des produits alimentaires et de l'énergie) et en perturbant les chaînes d'approvisionnement mondiales. De plus, les turbulences accrues sur les marchés financiers et le resserrement de la politique monétaire devraient avoir un impact plus important sur le marché du travail à travers le monde. Il existe donc un risque croissant mais incertain d'une nouvelle détérioration du nombre d'heures travaillées en 2022.

Les différences entre hommes et femmes au niveau des heures travaillées demeurent importantes, malgré des améliorations constatées dans les pays à revenu élevé

La reprise ne permet pas de résorber l'écart entre hommes et femmes en matière d'heures travaillées², écart qui était déjà considérable avant la crise et qui s'est encore élargi pendant celle-ci. Même si certains progrès ont été accomplis pour combler les différences dans les pays à revenu élevé, globalement les femmes passent 18,9 heures par semaine au travail, soit 57 pour cent de la moyenne des heures travaillées par les hommes (33,4 heures).

Des écarts importants subsistent en matière d'emploi et de revenus du travail

Fin 2021, l'emploi était revenu aux niveaux d'avant la crise dans la plupart des pays à revenu élevé, tandis que les déficits persistaient dans la plupart des économies à revenu intermédiaire. Au niveau mondial, les revenus du travail ont dépassé le niveau d'avant la crise de 0,9 pour cent en 2021, dopés par les pays à revenu élevé et par la Chine. Cependant, il existe des disparités

1 Dans [Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2022](#) on estimait que le déficit annuel moyen en heures travaillées en 2022 s'établirait à l'équivalent de 52 millions d'emplois à plein temps. Le chiffre que nous présentons ici est issu des prévisions trimestrielles sous-jacentes réalisées pour ce rapport.

2 Les estimations des heures hebdomadaires font référence aux heures travaillées dans le cadre d'un emploi rémunéré et ne comprennent pas le travail domestique non rémunéré ou les soins prodigués à d'autres.

considérables au sein de cette tendance générale. En 2021, trois travailleurs sur cinq vivaient dans des pays dans lesquels les revenus du travail n'étaient toujours pas de retour à leur niveau d'avant la crise.

Les femmes exerçant un travail informel ont été touchées plus durement que les hommes se trouvant dans la même situation

Au plus fort de la crise, le nombre d'emplois informels a chuté de 20 pour cent, ce qui correspond à deux fois l'impact subi chez les travailleurs occupant un emploi formel. Par ailleurs, au sein de l'emploi informel, les femmes ont été touchées plus durement que les hommes. Au deuxième trimestre 2020, le nombre de femmes ayant un emploi informel a baissé de 24 pour cent par rapport à la situation d'avant la crise, en comparaison à une chute de 18 pour cent chez les hommes. Les secteurs dans lesquels les femmes sont généralement impliquées de façon informelle et les responsabilités disproportionnées qu'elles exercent en matière de soins expliquent cet impact très démesuré. Au dernier trimestre 2021, le rythme de la reprise de l'emploi informel avait dépassé celui de l'emploi formel, accroissant ainsi la part de l'emploi informel dans l'emploi dans sa totalité. Globalement, le rythme de la reprise au niveau de l'emploi a été plus lent pour les femmes que pour les hommes, ce qui a contribué, en règle générale, à un élargissement de l'écart en matière d'emploi entre hommes et femmes.

Inflation, salaires et emplois

Tension du marché du travail dans certaines économies avancées mais peu de traces de surchauffe en règle générale

Fin 2021 et début 2022, l'augmentation sensible du nombre d'offres d'emplois au sein des économies avancées a entraîné une tension sur le marché du travail avec la mise à disposition d'un nombre d'emplois plus important par rapport à celui des demandeurs d'emploi, ce dernier restant à peu près stable. Dans 39 pays pour lesquels nous disposons de données (principalement des pays avancés), la tension sur le marché du travail a augmenté de 32 pour cent en moyenne³, avec des différences considérables selon les pays. En règle générale, on ne distingue aucun signe clair de surchauffe du marché du travail, le nombre de chômeurs ou de travailleurs sous-utilisés continuant d'être considérable dans la plupart des pays étudiés. De plus, les économies

en développement continuent de souffrir d'un relâchement significatif du marché du travail.

L'augmentation de l'inflation pose un risque majeur pour le maintien du pouvoir d'achat issu du revenu du travail

Alimentée essentiellement par l'augmentation des prix des denrées alimentaires, des matières premières et par les perturbations enregistrées dans l'approvisionnement, l'inflation au niveau mondial fait courir des risques supplémentaires à la reprise et provoque une érosion des revenus des travailleurs et de leurs familles. En l'absence d'une augmentation proportionnelle des salaires, la demande globale pourrait chuter de manière significative, constituant ainsi une menace pour la croissance économique et l'emploi. En 2020-2021, les salaires réels ont augmenté dans le pays médian de 1,6 pour cent dans les pays pour lesquels on dispose de données. C'est 0,7 point de pourcentage au-dessous de la croissance médiane enregistrée en 2019. Ainsi, malgré la tension sur le marché du travail, le risque global d'une spirale salaires-prix demeure faible.

Naviguer entre une succession de crises pour aller vers une reprise centrée sur l'humain

En plus des inégalités croissantes entre les pays et au sein des pays, la multiplication des situations de crises entrave les efforts visant à rendre le marché du travail plus inclusif et résilient, mettant ainsi en danger les récents progrès réalisés. Face à ces circonstances complexes et incertaines, les législateurs doivent naviguer prudemment à la fois entre la poursuite des effets de la crise du COVID-19 et entre les secousses actuelles et potentielles entraînées par le conflit en Ukraine, notamment les conséquences de l'inflation sur l'emploi et sur les salaires réels. Il faudra porter une attention particulière aux domaines suivants:

- Fournir un soutien en temps opportun et de manière efficace afin de maintenir le pouvoir d'achat issu du revenu du travail ainsi que le niveau de vie habituel des travailleurs et de leurs familles.
- Ajuster avec soin les positions prises en matière de politique macroéconomique afin de combattre les pressions dans le domaine de l'inflation et de la durabilité de la dette, tout en reconnaissant la nécessité de faciliter une reprise inclusive et riche en emplois.

³ Pour le pays médian au sein de l'échantillon.

- Veiller à ce que les catégories de personnes et les secteurs les plus touchés soient protégés à travers la protection sociale et le soutien aux entreprises, en particulier les MPME et ceux évoluant au sein de l'économie informelle.
 - À plus long terme, soutenir des politiques sectorielles bien conçues afin de promouvoir la création d'emplois décents, complétées par des institutions du marché du travail renforcées et par le dialogue social.
 - Effectuer le suivi et évaluer les conséquences des crises multiples subies par le monde du travail, en insistant particulièrement sur la nécessité de prendre en charge la question des inégalités, des moyens de subsistance et de la durabilité.
- Pris dans son ensemble, cela nécessite une approche complète et une coordination internationale comme le montre l'exemple donné par l'initiative prise par le Secrétaire général de l'ONU, intitulée Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale pour une transition juste, et comme on le réclame dans l'Appel à l'action pour une reprise centrée sur l'humain, adopté en juin 2021.

► Partie 1. Évolutions récentes sur la reprise du marché du travail

Le monde du travail est frappé par toute une série de crises. En 2020, la pandémie de COVID-19 a conduit à une crise sans précédent du marché du travail suivie, en 2021, d'une reprise inégale, incertaine et fragile. Début 2022, le marché du travail subit d'autres secousses, entraînées essentiellement par le conflit en Ukraine qui perturbe sensiblement le marché du commerce et des matières premières, avec une hausse rapide des prix, notamment ceux des produits essentiels comme les denrées alimentaires et l'énergie. L'environnement économique et politique global est considérablement plus incertain qu'au début de l'année. En 2022, la croissance mondiale devrait atteindre à peine 3,6 pour cent, soit 0,8 point de pourcentage de moins que ce qui était prévu en janvier 2022⁴.

1. Les fermetures des lieux de travail restent sur une pente descendante

Après un pic de courte durée fin 2021 et début 2022, les fermetures des lieux de travail sont sur une pente descendante. Alors que la plupart des travailleurs vivent toujours dans des pays dans lesquels, d'une manière ou d'une autre, des

restrictions demeurent au sujet des lieux de travail, les formes les plus draconiennes de fermeture (fermetures touchant l'ensemble de l'économie à l'exception des lieux de travail essentiels) ont pratiquement disparu (figure 1). Cette diminution récente des fermetures strictes des lieux de travail a été particulièrement prononcée en Europe et en Asie centrale où, actuellement, 70 pour cent des travailleurs ne doivent faire face qu'à des recommandations de fermeture ou encore ne subissent aucune fermeture. Il s'agit là d'un véritable contraste avec le niveau correspondant de 10 pour cent enregistré en Asie de l'Est, la seule région du monde qui ne suive pas actuellement cette tendance récente à la relaxation des mesures.

2. Le niveau des heures travaillées s'est détérioré début 2022 avec des écarts importants entre les pays

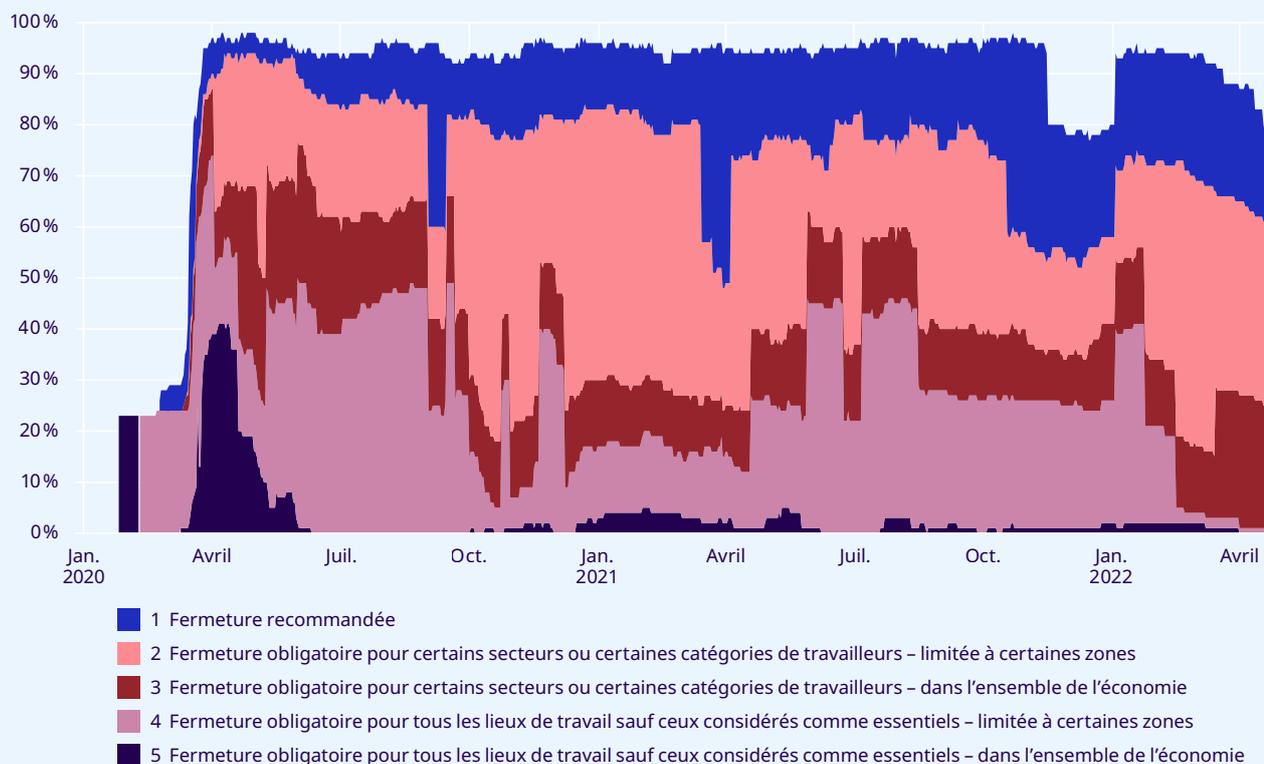
Après avoir enregistré des gains significatifs au quatrième trimestre 2021, le niveau des heures travaillées affiche une nette détérioration au premier trimestre 2022⁵. Au premier trimestre 2022, le nombre global d'heures travaillées⁶ était

4 FMI, [Perspectives de l'économie mondiale – avril 2022: La guerre entrave la reprise de l'économie mondiale](#).

5 Estimation se basant sur le modèle de prévision immédiate de l'OIT, voir l'annexe technique 1.

6 Les heures travaillées sont ajustées par rapport à la population âgée de 15 à 64 ans. Cet ajustement au niveau de la population est nécessaire afin d'aboutir à une mesure complète et comparable au niveau international de l'activité professionnelle. La croissance globale moyenne annuelle de la population pendant la dernière décennie était approximativement de 1 pour cent, avec des variations importantes selon les pays.

► **Figure 1. Part des personnes employées dans le monde dans des pays où il existe des mesures de fermeture des lieux de travail, janvier 2020-avril 2022 (pourcentage)**



Note: La part des travailleurs vivant dans des pays où la fermeture des lieux de travail est obligatoire pour certains secteurs ou certaines catégories de travailleurs et celle des pays dans lesquels la fermeture des lieux de travail est recommandée sont cumulées à la part des travailleurs vivant dans des pays où la fermeture de tous les lieux de travail, sauf ceux considérés comme essentiels, est obligatoire.

Source: Base de données ILOSTAT, estimations modélisées du BIT; Oxford COVID-19 Government Response Tracker.

3,8 pour cent au-dessous du niveau du quatrième trimestre 2019 (point de repère d'avant la crise), ce qui équivaut à un déficit de 112 millions d'emplois à temps plein. Cela constitue un revers au sein du processus de reprise depuis le dernier trimestre 2021 pendant lequel le déficit du nombre global d'heures travaillées était plus faible, à 3,2 pour cent (figure 2). Les récentes mesures de confinement appliquées en

Chine comptent pour l'essentiel (86 pour cent) de la baisse globale dans les heures travaillées au premier trimestre 2022. Pour le premier trimestre 2022, ces estimations font état d'une nette détérioration si l'on compare avec les prévisions précédentes de l'OIT publiées en janvier 2022 (2,4 pour cent au-dessous du niveau d'avant la crise, ce qui équivaut à 70 millions d'emplois à temps plein)⁷.

Afin de pouvoir recenser convenablement l'activité professionnelle, les changements dans les heures travaillées doivent prendre en considération cette évolution pour veiller à ce que le niveau d'augmentation de la population n'entraîne pas une croissance des heures travaillées (pour une raison identique, l'emploi est souvent ajusté selon la population en utilisant l'indicateur du ratio emploi-population). Le modèle de prévision immédiate de l'OIT utilise la population âgée de 15 à 64 ans pour ajuster les heures travaillées afin de renforcer le caractère comparatif, les personnes âgées de plus de 65 ans ayant tendance à présenter des ratios emploi-population beaucoup plus bas et leur part au sein de la population totale est très hétérogène à travers les différents pays.

⁷ Le rapport [Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2022](#) mentionne un déficit moyen annuel des heures travaillées en 2022 équivalent à 52 millions d'emplois à temps plein. Le chiffre présenté ici provient des prévisions trimestrielles sous-jacentes utilisées pour ce rapport.

► **Figure 2. Évolution des heures de travail dans le monde par rapport au 4^e trimestre 2019 (pourcentage)**

Note: Jusqu'au 1^{er} trimestre 2022, les estimations sont basées sur le modèle de prévision immédiate du BIT; les estimations basées sur le modèle de prévision sont représentées par une ligne pointillée. Les heures de travail sont ajustées à la population âgée de 15 à 64 ans.

Source: Base de données ILOSTAT, estimations modélisées du BIT.

Le conflit en Ukraine a déjà un impact sur le marché du travail, avec l'effondrement des heures travaillées en Ukraine⁸ et une détérioration très importante enregistrée dans la Fédération de Russie avec des baisses respectivement de 15,0 et de 1,3 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2021. De manière plus générale, les pressions inflationnistes au niveau mondial (notamment sur les prix des produits alimentaires et de l'énergie), les perturbations au sein des chaînes d'approvisionnement mondiales, la montée des tensions sur les marchés financiers et le resserrement des politiques monétaires n'ont pas encore montré leur plein impact sur le marché du travail à travers le monde. En effet, contrairement aux effets immédiats et directs sur les heures travaillées des mesures de confinement liées au COVID-19, la baisse de l'activité économique en raison de chocs financiers ou d'autres secousses se traduit généralement en pertes de ce genre seulement après un certain décalage dans le temps⁹. C'est pourquoi il existe un risque croissant

d'une nouvelle détérioration au niveau des heures travaillées en 2022.

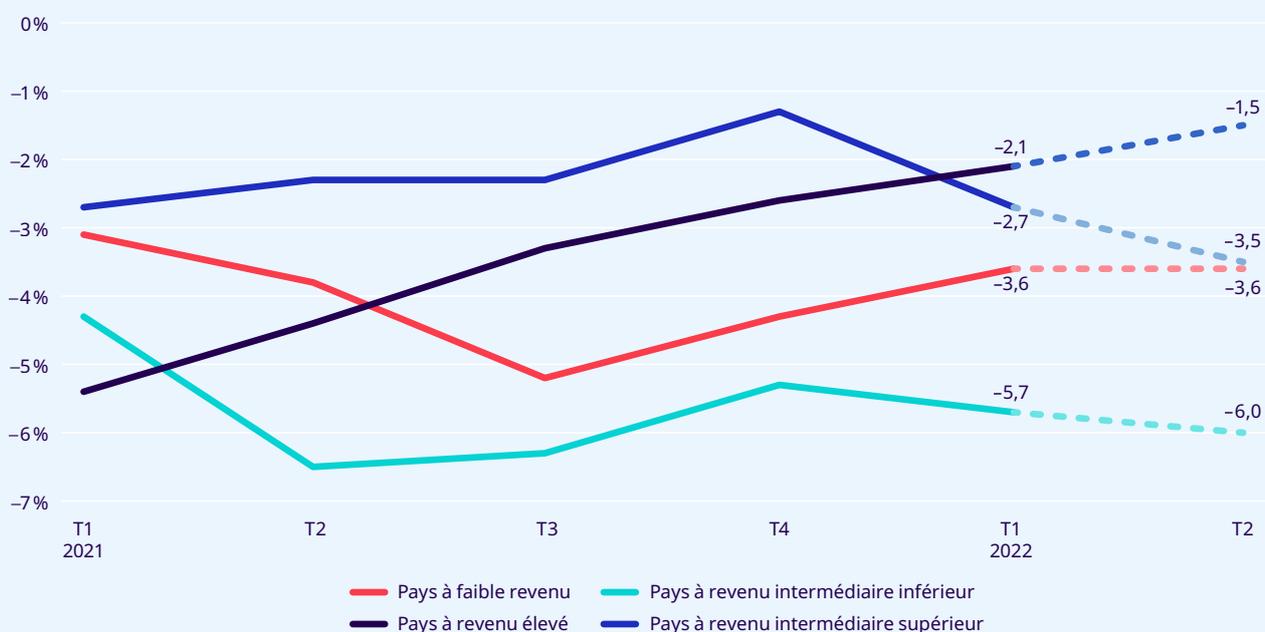
Les perspectives actuelles s'avèrent véritablement très incertaines avec des risques clairs de ralentissement d'une reprise déjà fragilisée. Au niveau mondial, le niveau des heures travaillées devrait encore baisser au deuxième trimestre 2022, une évolution essentiellement entraînée par la poursuite des mesures de confinement en Chine et qui sera aggravée par les événements liés au conflit en Ukraine. Les dernières prévisions de l'OIT pour le deuxième trimestre 2022 montrent que le niveau des heures travaillées devrait être 4,2 pour cent au-dessous du niveau d'avant la pandémie, ce qui équivaut à 123 millions d'emplois à temps plein.

Au-delà de ces tendances générales, la reprise du marché du travail en 2022 se caractérise toujours par un «grand écart» entre les économies des pays riches et celles des pays pauvres. Les pays à revenu élevé ont enregistré une forte reprise depuis

8 Le conflit ayant débuté pendant la dernière semaine de février, la perte moyenne pour l'Ukraine pendant tout le trimestre ne doit pas être considérée comme étant la perte subie durant le conflit lui-même, qui serait beaucoup plus importante. Par conséquent, la perte prévue au deuxième trimestre devrait se détériorer de manière significative. L'estimation concernant l'Ukraine pendant ces deux trimestres est tirée des estimations précoces du PIB et part du principe d'une production constante par heure. Pour une première évaluation des conséquences de la guerre en Ukraine, voir: [OIT, Effets de la crise en Ukraine sur le monde du travail: premières évaluations.](#)

9 Voir, par exemple: Reserve Bank of Australia, [Lags from Activity to the Labour Market.](#)

► **Figure 3. Évolution des heures de travail dans le monde par groupe de revenu (pourcentage)**



Note: Jusqu'au 1^{er} trimestre 2022, les estimations sont basées sur le modèle de prévision immédiate du BIT; les estimations basées sur le modèle de prévision sont représentées par une ligne pointillée.

Source: Base de données ILOSTAT, estimations modélisées du BIT.

le premier trimestre 2021. Cependant, au premier trimestre 2022, le niveau des heures travaillées au sein de ces économies était encore 2,1 points de pourcentage inférieurs à la référence d'avant la crise, même s'il s'agissait d'une amélioration marquée par rapport au déficit de 5,4 pour cent observé début 2021 (figure 2).

Au contraire, début 2022, les économies des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur ont connu une série de revers dans la reprise. Déjà contraints par un espace budgétaire réduit et par un déploiement limité des vaccins, ces pays subissent désormais l'impact des chocs subis en matière financière, alimentaire et énergétique. Dans les pays à faible revenu, les heures travaillées ont à nouveau baissé, creusant encore le fossé de 3,1 pour cent au premier trimestre 2021 (en comparaison au 4^e trimestre 2019) en le portant à 3,6 pour cent au premier trimestre 2022. Dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, on a assisté à une aggravation plus importante de l'écart sur les heures travaillées qui est passé de 4,3 à 5,7 pour cent, alors que dans les pays à revenu intermédiaire supérieur, le nombre d'heures travaillées, qui s'était amélioré en

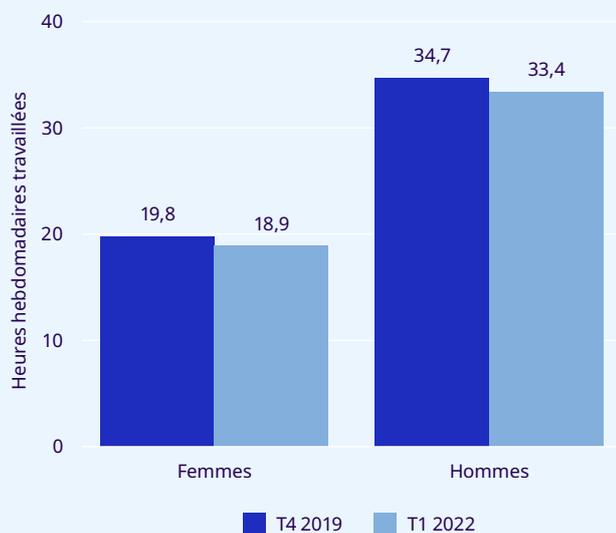
2021, enregistrait à nouveau des pertes, reflétant essentiellement la situation en Chine (figure 3).

Ces tendances divergentes devraient encore s'aggraver au cours du deuxième trimestre 2022. Poussées par la forte demande en main-d'œuvre, les heures travaillées dans les pays à revenu élevé devraient être à nouveau en augmentation pendant ce trimestre. Par contre, les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire devraient subir une stagnation ou une baisse des heures travaillées au deuxième trimestre 2022.

3. La reprise ne résorbe pas l'écart qui existe entre les genres au niveau des heures travaillées

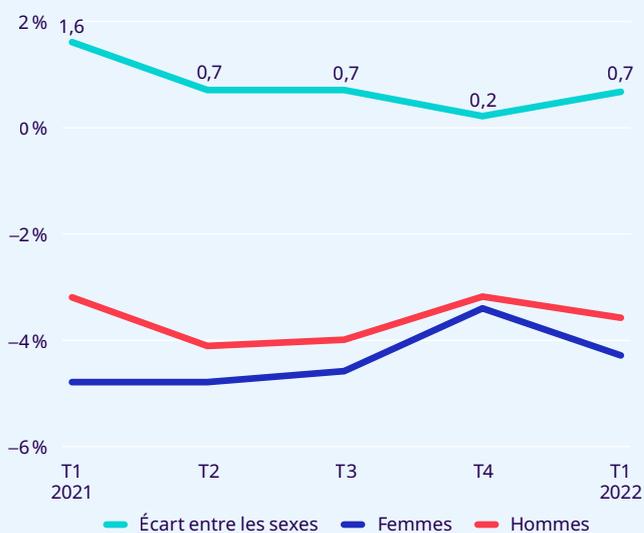
Les nouvelles estimations désormais disponibles font état d'un revers en matière d'égalité de genre dans le domaine des heures travaillées. Avant la pandémie, l'écart existant dans les heures travaillées dans le cadre d'une activité professionnelle entre les femmes et les hommes était déjà important,

► **Figure 4a. Total des heures de travail dans le monde au 4^e trimestre 2019 et au 1^{er} trimestre 2022, par sexe**



Source: Base de données ILOSTAT, estimations modélisées du BIT.

► **Figure 4b. Évolution des heures de travail dans le monde par rapport au 4^e trimestre 2019 (pourcentage)**



les femmes âgées de 15 à 64 ans travaillant en moyenne 19,8 heures par semaine, en comparaison à 34,7 heures hebdomadaires pour les hommes (figure 4a)¹⁰. La reprise a été insuffisante pour faire revenir le fossé en matière d'heures travaillées entre les hommes et les femmes à son niveau d'avant la pandémie.

Malgré des améliorations importantes en 2021, l'écart entre hommes et femmes en ce qui concerne les heures travaillées s'est agrandi au premier trimestre 2022¹¹. Au premier trimestre 2022, l'écart en matière d'égalité de genre dans les heures travaillées s'élevait à 0,7 point de pourcentage (figure 4b) de plus par rapport à la situation constatée avant la crise (quatrième trimestre 2019).

Déjà évident pendant la période de reprise, le grand écart entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres se reflète également lorsqu'on analyse l'écart entre les genres en matière d'heures travaillées. **Dans les pays à revenu élevé, à la fois les femmes et les hommes ont enregistré une forte reprise au niveau des heures travaillées.** Au quatrième trimestre 2020, l'élargissement de l'écart entre hommes et femmes, qui était plus prononcé au deuxième trimestre

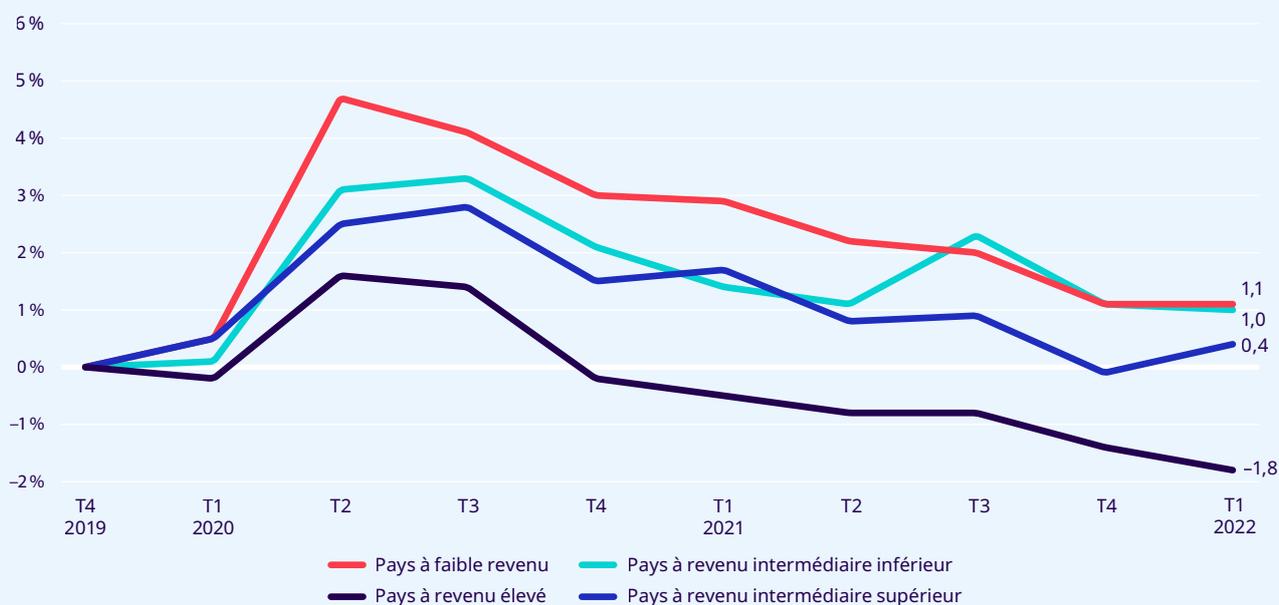
2020, avait été totalement résorbé au sein de ces économies. Depuis lors, les heures travaillées par les femmes dans les pays à revenu élevé ont repris des couleurs plus rapidement que celles des hommes. Au rythme de progression actuel, dans les pays à revenu élevé, il faudrait trente ans pour résorber l'écart en matière d'heures travaillées.

Par contre, l'écart entre les genres dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire demeure plus grand par rapport au niveau d'avant la pandémie, malgré quelques progrès. Au premier trimestre 2022, l'écart entre les genres au niveau des heures travaillées était de 1,1 point de pourcentage plus élevé qu'au dernier trimestre 2019 (figure 5). La situation est semblable dans les pays à revenu intermédiaire inférieur et les pays à revenu intermédiaire supérieur (respectivement 1,0 et 0,4 points de pourcentage). En nombres absolus, au premier trimestre 2022, les hommes ont travaillé en moyenne 10,5 heures de plus par semaine dans le cadre de leur emploi par rapport aux femmes, 15,7 heures de plus dans les pays à revenu intermédiaire inférieur (sans compter l'Inde) et 9,1 heures de plus dans les pays à revenu intermédiaire supérieur.

10 L'estimation hebdomadaire se réfère aux heures travaillées pour un travail rémunéré et ne prend pas en compte le travail domestique ou les soins non rémunérés pour d'autres personnes.

11 Plus des deux tiers de l'ensemble des pays font état d'une augmentation de l'écart entre les genres au premier trimestre 2022. Voir l'annexe technique 4 pour obtenir des informations complémentaires sur la méthodologie utilisée.

► **Figure 5. Évolution de l'écart des heures travaillées entre les sexes (femmes-hommes) par rapport au 4^e trimestre 2019, par groupe de revenu (pourcentage)**



Note: Le graphique exclut l'Inde des estimations globales pour les pays à revenu intermédiaire inférieur en raison de l'effet de composition dû à ce pays. L'Inde ainsi que les autres pays à revenu intermédiaire inférieur ont connu une détérioration de l'écart d'heures travaillées entre les sexes au 2^e trimestre 2020. Cependant, comme le niveau initial d'heures travaillées par les femmes en Inde était très faible, la réduction des heures de travail de ces femmes n'a qu'une influence restreinte sur l'agrégat pour les pays à revenu intermédiaire inférieur. À l'inverse, la réduction des heures travaillées par les hommes en Inde a un effet important sur les agrégats. De ce fait, même si l'Inde et le reste des pays à revenu intermédiaire inférieur ont enregistré une aggravation de l'écart entre les sexes, la somme des deux montrerait une amélioration, uniquement due à cet effet de composition.

Source: Base de données ILOSTAT, estimations modélisées du BIT.

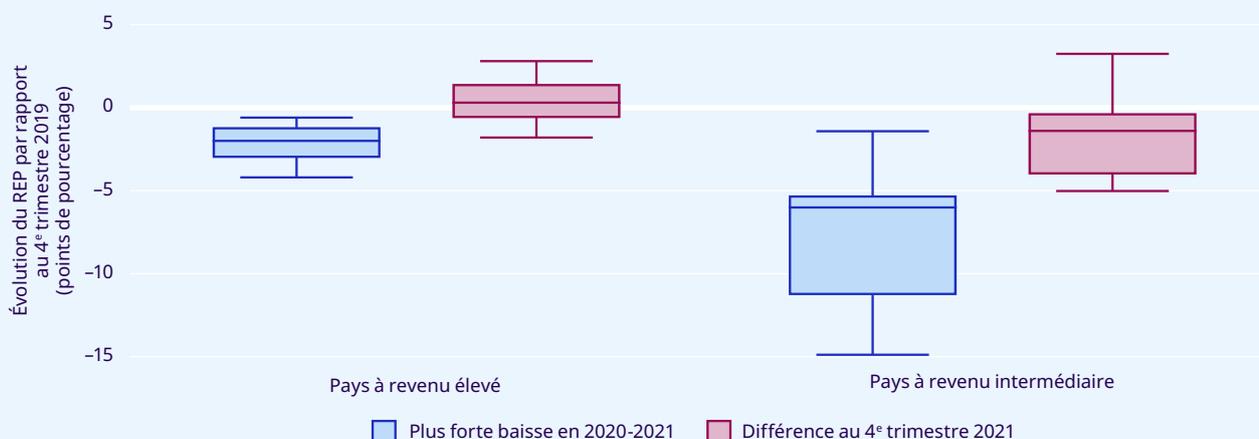
4. L'écart persiste au niveau des tendances de reprise de l'emploi au sein des groupes de pays classés par revenu

Conformément aux écarts dans les heures travaillées dont il est fait état ci-dessus, les niveaux d'emploi se sont résorbés fin 2021 dans la plupart des pays à revenu élevé, alors que les déficits demeurent significatifs dans la plupart des pays à revenu intermédiaire. Dans les économies avancées pour lesquelles on dispose de chiffres (soit 34 pays), l'écart dans le ratio emploi-population qui existait depuis le dernier trimestre 2019 a été pratiquement éliminé fin 2021 (figure 6). Dans environ 60 pour cent des pays, le ratio emploi-population au dernier trimestre 2021 était, en réalité, plus élevé qu'au niveau enregistré avant la crise (4^e trimestre 2019) (avec un gain médian de 0,3 point). On a noté une baisse proportionnelle des taux d'inactivité au sein de ces économies, qui avaient

progressé, courant 2020, en raison des effets des mesures de confinement (figure 7).

Par contre, dans la majorité des pays à revenu intermédiaire pour lesquels on dispose de données (13 pays), le déficit en matière d'emploi restait significatif au quatrième trimestre 2021 (en hausse de 5 points de pourcentage), avec un déficit médian de 1,4 point par rapport au quatrième trimestre 2019. Le déficit au niveau de l'emploi dans ces économies en développement correspond à des taux d'inactivité supérieurs persistants, qui avaient un écart médian de 1 point de pourcentage au quatrième trimestre 2021 (par rapport au quatrième trimestre 2019). Ces chiffres indiquent que la reprise dans les heures travaillées soulignées ci-dessus a été accompagnée au sein des économies avancées par un fort rebond dans le domaine de l'emploi, les gens retournant sur le marché du travail alors que, dans les pays à revenu intermédiaire, le déficit au niveau de l'emploi persistait. Ces tendances se reflètent dans les taux d'inactivité au sein des différents marchés du travail.

► **Figure 6. Déficit d'emploi dans certaines économies à revenu élevé et à revenu intermédiaire, différence en points de pourcentage du ratio emploi-population (REP) au point le plus bas de 2020-2021* et valeur la plus récente (T4 2021) par rapport au 4^e trimestre 2019**



Note: L'échantillon est composé de 47 pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire. * La plus forte baisse est la différence entre la valeur au 4^e trimestre 2019 et la valeur minimale du ratio emploi-population entre le 2^e trimestre 2020 et le 3^e trimestre 2021 selon les repères suivants: 2^e trimestre 2020 = Australie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Hongrie, Japon, Malte, Mexique, Norvège, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Serbie, Slovaquie et Territoire palestinien occupé; 3^e trimestre 2020 = Lituanie et Nouvelle-Zélande; 1^{er} trimestre 2021 = Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, République de Corée, Croatie, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Pologne, République de Moldova, Roumanie, Slovaquie, Suède, Suisse et Tchéquie; 2^e trimestre 2021 = Afrique du Sud et Viet Nam. Le graphique en boîtes doit être lu comme suit: a) la ligne horizontale au milieu de la boîte représente la valeur médiane (50^e centile); b) le haut de la boîte représente le 75^e centile; c) le bas de la boîte représente le 25^e centile; d) les lignes adjacentes au-dessus et au-dessous de la boîte représentent respectivement les valeurs les plus élevées et les plus faibles.

Source: Calculs des auteurs, base de données ILOSTAT.

► **Figure 7. Augmentation de l'inactivité dans certains pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire, différence en points de pourcentage du taux d'inactivité à son pic* et au 4^e trimestre 2021 par rapport au 4^e trimestre 2019**



Note: Taux d'inactivité = personnes hors de la population active/population en âge de travailler. L'échantillon est composé de 47 pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire. * Le pic est la différence entre la valeur au 4^e trimestre 2019 et la valeur maximale du taux d'inactivité entre le 2^e trimestre 2020 et le 3^e trimestre 2021 selon les repères suivants: 2^e trimestre 2020 = Afrique du Sud, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, France, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Malte, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Serbie, Slovaquie, Tchéquie, Territoire palestinien occupé et Viet Nam; 4^e trimestre 2020 = Finlande; 1^{er} trimestre 2021 = Bulgarie, République de Corée, Grèce, Islande, Lettonie, Lituanie, République de Moldova, Roumanie, Slovaquie et Suède; 2^e trimestre 2021 = Suisse. Le graphique en boîtes doit être lu comme suit: a) la ligne horizontale au milieu de la boîte représente la valeur médiane (50^e centile); b) le haut de la boîte représente le 75^e centile; c) le bas de la boîte représente le 25^e centile; d) les lignes adjacentes au-dessus et au-dessous de la boîte représentent respectivement les valeurs les plus élevées et les plus faibles.

Source: Calculs des auteurs, base de données ILOSTAT.

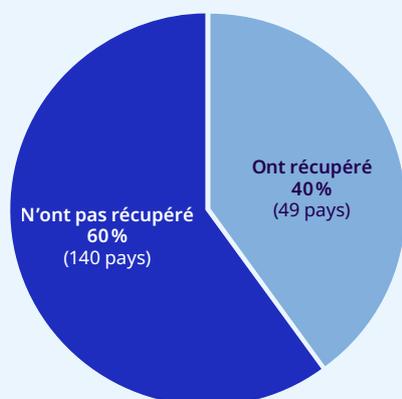
5. Les revenus du travail n'ont pas encore retrouvé leur niveau initial pour la majorité des travailleurs

En 2021, trois travailleurs sur cinq vivaient dans des pays dans lesquels les revenus annuels moyens du travail n'avaient pas encore retrouvé leur niveau du quatrième trimestre 2019 (figure 8a). Selon les dernières estimations du revenu du travail prenant en considération les nouveaux chiffres disponibles ainsi que l'impact des mesures de soutien, en 2021, le revenu moyen du travail a dépassé son niveau d'avant la crise de 0,9 pour cent. Cette évolution a été entraînée par les pays à revenu élevé et par la Chine qui représentent en commun plus de 80 pour cent du revenu global du travail (figure 8b)¹². Les travailleurs des pays à faible revenu, à revenu intermédiaire inférieur et à revenu intermédiaire supérieur (en

dehors de la Chine) ont encore fait face à des revenus du travail réduits en 2021, respectivement aux taux de -1,6 pour cent, -2,7 pour cent et -3,7 pour cent si l'on compare à la situation d'avant la crise. Les différences dans la reprise au niveau des heures travaillées et en matière de croissance de la productivité¹³ expliquent (partiellement) ces écarts au niveau mondial dans les tendances concernant les revenus du travail. Compte tenu des prévisions faisant état de la persistance d'une inflation élevée sur le plan mondial en 2022¹⁴, le risque existe d'observer de nouvelles conséquences sur les revenus réels du travail.

Cette reprise inégale des revenus du travail a été précédée par une perte massive au niveau mondial des revenus du travail en 2020 qui avait atteint approximativement 1300 milliards de dollars des États-Unis. En 2020, les revenus moyens du travail avaient enregistré une perte de 3,5 pour cent par rapport au niveau du quatrième trimestre 2019¹⁵.

► **Figure 8a. Répartition de l'emploi mondial selon l'état de récupération des revenus du travail en 2021 par rapport au 4^e trimestre 2019**



► **Figure 8b. Revenus du travail par rapport au 4^e trimestre 2019, dans le monde et par groupe de revenu, 2020-2021 (pourcentage)**



Note: Le revenu du travail est défini comme le revenu lié à un travail réel tel que mesuré par les enquêtes sur la main-d'œuvre, y compris le chômage partiel et les subventions permettant de sauvegarder des emplois. La figure 8a présente la part et le total des personnes employées dans le monde qui vivent dans des pays où les revenus du travail ont retrouvé en 2021 leur niveau du 4^e trimestre 2019, ou non. Dans la figure 8b, les revenus du travail relatifs au 4^e trimestre 2019 sont ajustés à la population âgée de 15 à 64 ans, de manière analogue aux estimations des heures travaillées. Voir l'annexe technique 2 pour la méthodologie.

Source: Estimations du BIT.

12 Les estimations mondiales des revenus du travail font l'objet d'un niveau important d'incertitude en raison des limites considérables dans la disponibilité des données, en particulier pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.

13 OIT, [Observatoire de l'OIT: le COVID-19 et le monde du travail. Huitième édition](#). La huitième édition de l'Observatoire souligne l'aggravation de «l'écart de productivité» entre les économies des pays à faible revenu et à revenu élevé. En 2020, en termes réels, un travailleur moyen dans un pays à revenu élevé produisait 17,5 fois davantage par heure qu'un travailleur moyen dans un pays à faible revenu. Le chiffre devrait monter à 18,0 pour 2021, soit l'écart le plus important depuis 2005.

14 FMI, [Perspectives de l'économie mondiale – avril 2022](#).

15 [L'Observatoire de l'OIT: le COVID-19 et le monde du travail. Septième édition](#) évoquait une perte globale de 8,3 pour cent en 2020, correspondant à 3700 milliards de dollars des États-Unis. La révision la plus importante vient des pays à revenu élevé. Les principaux facteurs qui contribuent à cette révision sont la prise en compte de l'utilisation massive des programmes de maintien de l'emploi et une estimation plus précise de l'effet de composition des revenus des heures de travail perdues.

Les pays à revenu intermédiaire inférieur et à revenu intermédiaire supérieur (en excluant la Chine) ont connu les pertes les plus importantes en matière de revenus du travail. Au même moment, les pays à revenu élevé ont enregistré, de loin, les pertes les plus légères, essentiellement en raison de l'utilisation généralisée des programmes de maintien de l'emploi.

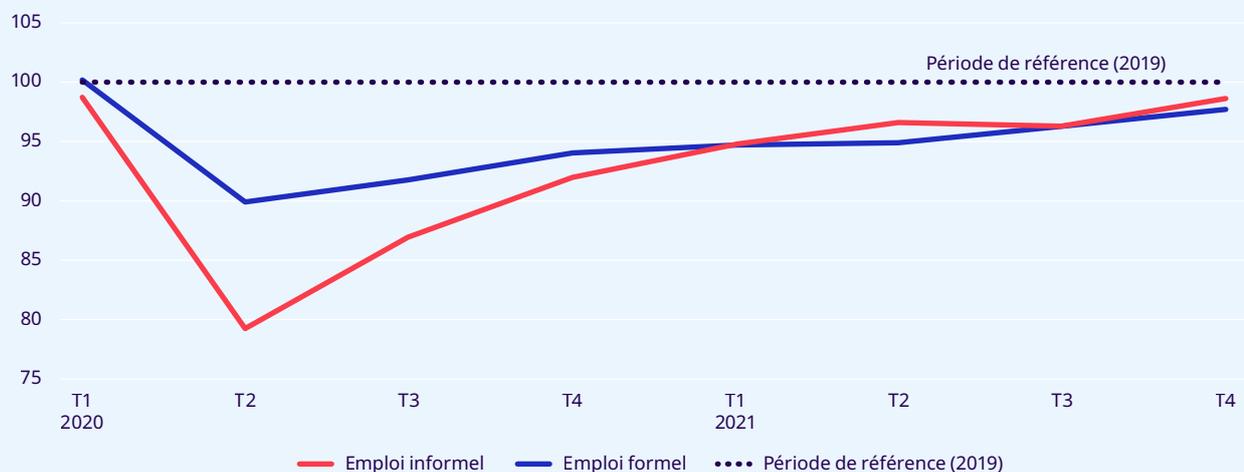
6. L'emploi informel a été davantage impacté, surtout pour les femmes, mais il a rebondi plus rapidement que l'emploi formel

Dans de nombreuses régions du monde, l'emploi informel a souvent absorbé les travailleurs pendant les périodes de difficultés économiques, ces derniers occupant ces «emplois de dernier recours» pour pouvoir survivre. Ainsi, les travailleurs déplacés venant de l'économie formelle se tournent vers l'emploi informel pour gagner leur vie alors que ceux qui sont déjà dans l'emploi informel demeurent au travail. C'est

la raison pour laquelle les évolutions dans l'emploi informel durant les périodes de ralentissement économique ont tendance à être moindres que celles relevées dans l'emploi formel.

Toutefois, cette tendance n'a pas été constatée pendant la première année de la pandémie, lorsque des mesures de confinement strict ont été introduites à grande échelle, rendant le travail informel souvent impossible. Selon les chiffres disponibles¹⁶, le nombre d'emplois informels a plongé de 20 pour cent au plus fort de la crise (au deuxième trimestre 2020)¹⁷, soit deux fois l'impact enregistré chez les travailleurs occupant un emploi formel (figure 9). Cela s'explique par le fait que les travailleurs informels étaient surreprésentés dans les microentreprises et dans les petites entreprises des secteurs les plus sévèrement touchés, les mesures d'urgence et de confinement les empêchant d'exercer leur activité tout en ayant un accès plus limité aux mesures de soutien, comme les programmes de maintien de l'emploi et les accords sur la flexibilité du travail.

► **Figure 9. Évolution de l'emploi informel et de l'emploi formel indexée sur 2019 (100 = niveau de 2019)**



Note: Tous les chiffres sont ajustés à la population âgée de 15 à 64 ans. Les chiffres sont indexés sur le même trimestre de 2019, 100 indique une valeur égale au niveau de 2019.

Source: Estimations des auteurs établies selon la base de données ILOSTAT du BIT.

16 Estimations basées sur les tendances constatées dans un certain nombre d'emplois formels et informels dans les pays suivants: Afrique du Sud, Argentine, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Costa Rica, République dominicaine, Équateur, Guyana, Macédoine du Nord, Mexique, Paraguay, Pérou, Sainte-Lucie, Territoire palestinien occupé, Uruguay et Viet Nam. Il faut noter que cet échantillon n'est pas représentatif au niveau mondial, les chiffres en provenance de régions du monde où la prévalence de l'informalité est forte étant extrêmement rares. Pour les résultats individuels par pays, voir: OIT, [Impact of the Covid-19 pandemic on informality: Has informal employment increased or decreased?](#) Les observations manquantes sont imputées en utilisant des effets fixes en fonction du temps au sein d'une régression par panel de pays ne présentant pas ces observations manquantes.

17 Toutes les estimations concernant l'emploi formel et informel par rapport au trimestre de référence en 2019 ont été ajustées à la population âgée de 15 à 64 ans. L'ajustement consiste simplement à diviser chaque type d'emplois par la population âgée de 15 à 64 ans. Dans un souci de simplification, cet ajustement n'est donc pas mentionné au sein du texte dans lequel figure la description des enseignements tirés. Cet ajustement permet d'améliorer la comparaison entre les pays ainsi que dans le temps.

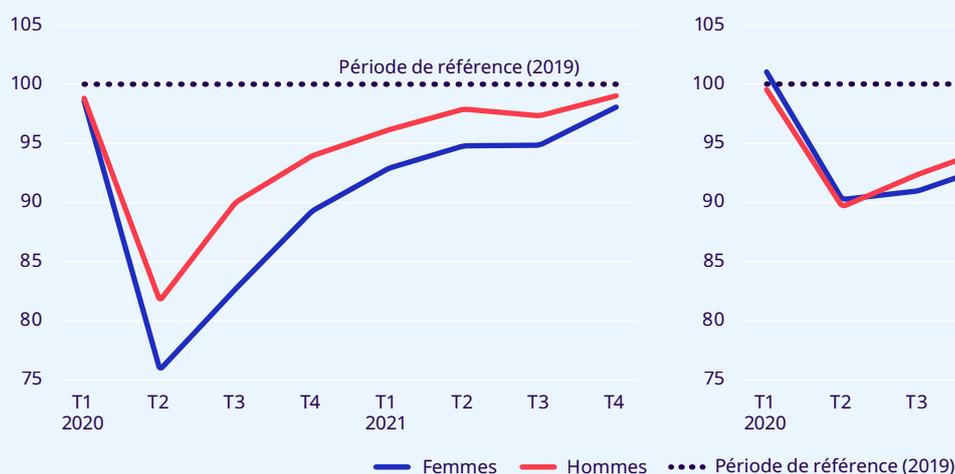
Après de fortes pertes au deuxième trimestre 2020, l'emploi informel a commencé à croître de façon plus rapide que l'emploi formel et, au dernier trimestre 2021, la reprise de l'emploi informel avait dépassé celle de l'emploi formel. Des mesures moins restrictives avaient permis aux travailleurs informels de reprendre le travail souvent en tant que travailleurs intermittents, à leur propre compte ou en tant que personnes travaillant au sein de la famille sans être rémunérées.

En réalité, cette tendance globale masque des différences considérables entre les genres. Ainsi, les femmes exerçant dans le secteur informel ont été et continuent d'être touchées par la crise de manière disproportionnée (figure 10a). Le nombre de femmes occupant un emploi informel a baissé de 24 pour cent au deuxième trimestre 2020, en comparaison à 18 pour cent chez les hommes, et un écart entre les genres a persisté jusqu'à fin 2021. Par contre, à la même période, peu de différences significatives entre les genres ont été observées en ce qui concerne les pertes d'emplois formels (figure 10b). Ainsi, non seulement l'informalité a rendu les travailleurs plus vulnérables en ce qui concerne la perte de leur emploi et de leurs moyens de subsistance

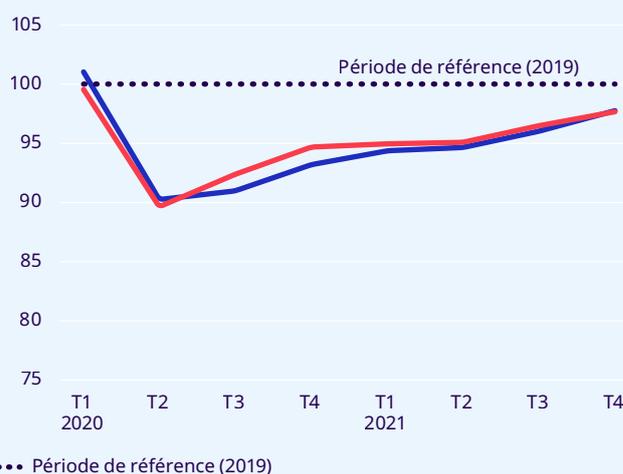
pendant la crise du COVID-19, mais elle a aussi été le moteur principal conduisant à la détérioration des écarts en matière d'emploi liés au genre pendant la pandémie dans les pays pour lesquels nous disposons de données chiffrées. L'impact disproportionné sur les femmes dans l'emploi informel peut également expliquer les écarts persistants entre les genres au niveau du nombre d'heures travaillées dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire dans lesquels l'informalité est importante (figure 5).

Deux facteurs principaux semblent avoir conduit au fait que les femmes impliquées dans l'emploi informel soient plus touchées que leurs collègues masculins. D'abord, elles étaient surreprésentées dans les secteurs les plus atteints¹⁸. Deuxièmement, la nécessité de devoir gérer des demandes grandissantes en matière de soins alimentées par la pandémie tout en continuant d'exercer un travail rémunéré a nécessité des modalités de travail auxquelles les travailleurs informels ont eu davantage de mal à accéder, comme le télétravail ou la prise de congés¹⁹. Le temps plus important consacré par les femmes à prodiguer des soins non rémunérés avant et pendant la pandémie^{20,21} les a découragées de manière disproportionnée à continuer d'occuper un emploi rémunéré.

► **Figure 10a. Évolution de l'emploi informel par sexe indexée sur 2019 (100 = niveau de 2019)**



► **Figure 10b. Évolution de l'emploi formel par sexe indexée sur 2019 (100 = niveau de 2019)**



Note: Tous les chiffres sont ajustés à la population âgée de 15 à 64 ans. Les chiffres sont indexés sur le même trimestre de 2019, 100 indique une valeur égale au niveau de 2019.

Source: Estimations des auteurs établies selon la base de données ILOSTAT du BIT.

18 OIT, [Observatoire de l'OIT: le COVID-19 et le monde du travail. Troisième édition.](#)

19 OIT, [Femmes et hommes dans l'économie informelle: un panorama statistique. Troisième édition](#); Banque mondiale, [Who on Earth Can Work from Home?](#); FMI, [Who will Bear the Brunt of Lockdown Policies? Evidence from Tele-workability Measures Across Countries.](#)

20 OIT, [Prendre soin d'autrui: un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent.](#)

21 ONU Femmes, [Unlocking the lockdown: The gendered effects of COVID-19 on achieving the SDGs in Asia and the Pacific](#); İlkkaracan & Memiş, [Transformations in the Gender Gaps in Paid and Unpaid Work During the COVID-19 Pandemic: Findings from Turkey.](#)

► Partie 2. Inflation, salaires et emploi

1. Dans les économies avancées, le marché du travail s'est tendu

Contrairement aux pays en développement, de nombreuses économies avancées ont connu une forte reprise de l'emploi depuis début 2021. Comme nous l'indiquons dans la partie 1, les heures travaillées sont restées au-dessous du niveau d'avant la crise dans les pays à revenu élevé mais cela est surtout la conséquence de la réduction du nombre d'heures travaillées par personne employée. Dans ces pays, l'emploi total a eu tendance à se remettre rapidement. La force de la reprise dans les pays à revenu élevé se reflète dans l'augmentation rapide des offres d'emplois par rapport au nombre de demandeurs d'emploi; on parle alors souvent de tension sur le marché du travail²².

Si l'on passe en revue les pays pour lesquels on dispose de chiffres (échantillon de 39 économies, dont 35 pays à revenu élevé), **on constate que la tension sur le marché du travail a augmenté de manière substantielle par rapport au niveau d'avant la crise** (figure 11). Dans ces pays, la tension sur le marché du travail a connu une hausse moyenne de 32 pour cent, ce qui signifie que, pour chaque personne sans emploi, il y a désormais 32 pour cent d'offres supplémentaires en comparaison à ce qu'il en était avant la pandémie. Toutefois, la situation varie beaucoup selon les pays. Ainsi, certains ont connu des hausses allant au-delà de 50 pour cent, tandis que d'autres ont enregistré des baisses considérables de plus de 20 pour cent.

La forte augmentation des offres d'emplois a été alimentée par plusieurs facteurs. Une demande plus

forte que prévu, due partiellement aux économies excessives emmagasinées pendant la première phase de la pandémie²³, provoque une hausse de la demande au niveau du travail. Parmi les autres vecteurs propres à la pandémie, on peut citer l'orientation de la demande vers les marchandises plutôt que les services, les perturbations au sein de la chaîne d'approvisionnement, l'hésitation, notamment des travailleurs plus âgés, à retourner au travail, une demande plus forte mais non satisfaite pour des modalités de travail flexibles et la réduction des flux migratoires²⁴. Compte tenu du fait que recruter demande du temps et entraîne des coûts, la publication d'offres d'emplois «en sus» peut persister pendant une longue période.

Il existe également des différences considérables dans la manière dont le chômage a évolué par rapport aux changements intervenus au niveau des taux d'offres d'emplois pendant la pandémie. Certains pays, comme les États-Unis, ont constaté immédiatement des destructions d'emplois pendant la phase initiale de la crise du COVID-19 ainsi qu'une augmentation proportionnelle du chômage, alors que dans les économies de l'UE, on observait plutôt une hausse relativement faible du chômage en raison des effets stabilisateurs des programmes de maintien de l'emploi (figure A1 dans l'annexe statistique). Aux États-Unis, lors de l'augmentation rapide enregistrée récemment du nombre d'offres d'emplois, la capacité des entreprises à embaucher de nouveaux travailleurs et de pourvoir les postes offerts²⁵ n'a pas encore été rétablie. Par contre, l'UE est sortie de la phase critique des perturbations entraînées par la pandémie sans trop de bouleversements dans l'efficacité, permettant de faire correspondre l'offre et la demande en matière d'emploi.

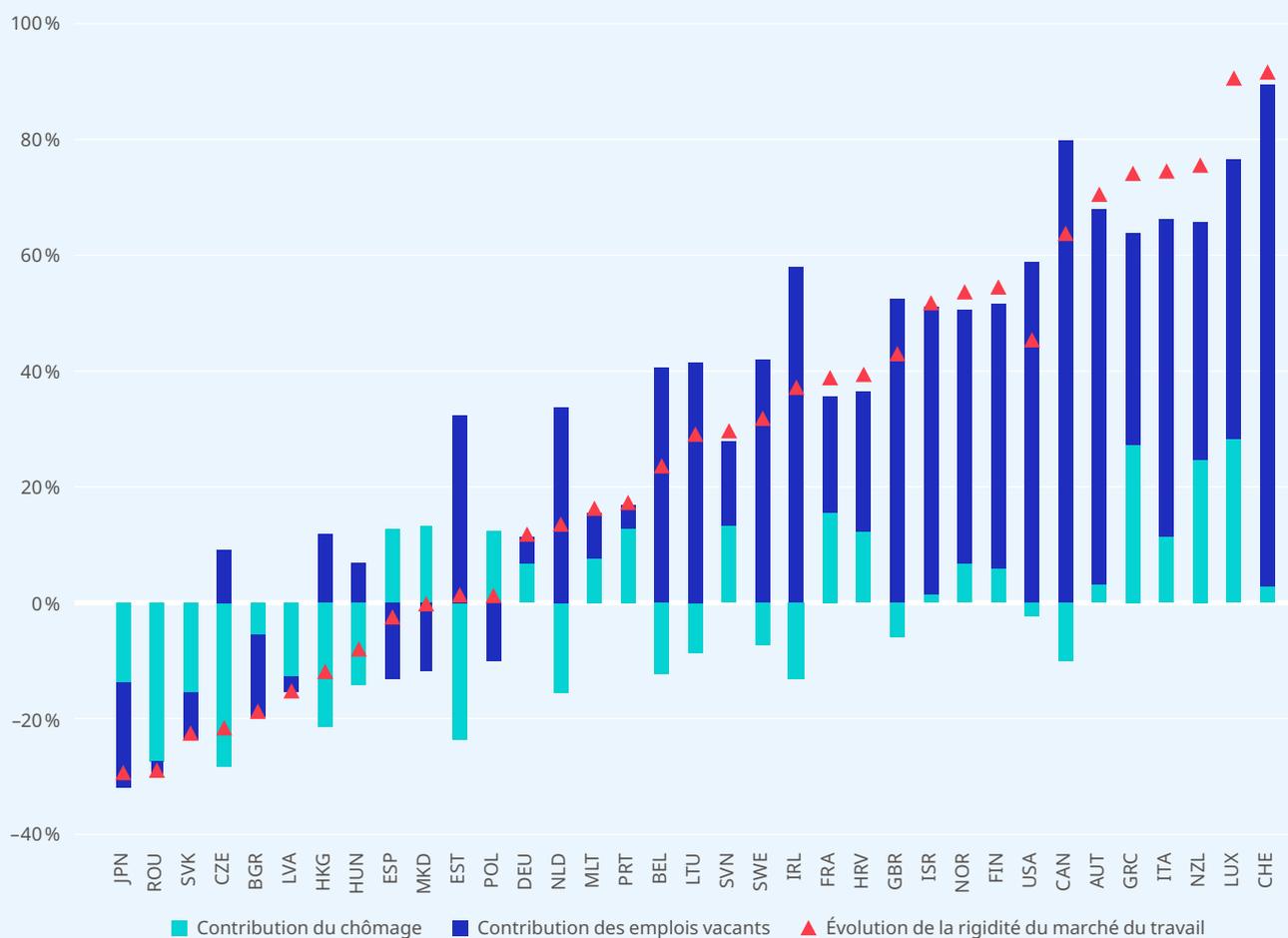
22 On utilise souvent l'expression «tension sur le marché du travail» pour parler du rapport entre les offres d'emplois et les demandeurs d'emploi (travailleurs au chômage). Cette mesure est un indicateur qualitatif par rapport à l'offre et la demande de travail et peut signaler un éventuel déséquilibre. La tension sur le marché du travail peut être exprimée en faisant un ratio entre les taux, le nombre d'offres d'emplois en tant que pourcentage du nombre total d'emplois divisé par le nombre de personnes sans emploi en tant que pourcentage de la main-d'œuvre; ou encore par niveau, allant des offres d'emplois aux travailleurs au chômage. Nous utilisons ici cette méthode par niveau, sauf pour la construction de la courbe de Beveridge (voir la figure A1 dans l'annexe statistique) pour laquelle il est nécessaire d'utiliser les taux pour une question de visualisation (voir FMI, [Perspectives de l'économie mondiale – avril 2022](#), encadré 1.1).

23 Les chiffres d'Eurostat et du Bureau de l'analyse économique montrent respectivement que, pour les 27 pays de l'UE et pour les États-Unis, les économies faites par les ménages ont très fortement augmenté au-dessus du niveau de 2019 au deuxième trimestre 2020 et qu'elles ont baissé à nouveau lentement pour revenir vers le niveau d'avant la crise.

24 Pour une analyse détaillée des vecteurs liés à la pandémie conduisant à la montée de la tension sur le marché du travail, voir FMI, [Labor Market Tightness in Advanced Economies](#).

25 On parle souvent d'efficacité correspondante. Les déplacements vers l'extérieur de la courbe de Beveridge peuvent être interprétés comme étant équivalents à des baisses en matière d'efficacité correspondante. Voir, par exemple, Bulletin économique de l'ECB. [The euro area labour market through the lens of the Beveridge curve](#).

► **Figure 11. Variations de la rigidité du marché du travail et contributions par composante, dernière période disponible (sélection de pays, octobre 2021-mars 2022)**



Note: L'Australie, Chypre, l'Islande et la Malaisie n'apparaissent pas pour des raisons de visualisation, car elles présentent des valeurs très élevées. Comparaison des données les plus récentes à la même période de référence (trimestre ou mois) de 2019. Les pays sont indiqués par leur code ISO à 3 lettres: DEU – Allemagne, AUT – Autriche, BEL – Belgique, BGR – Bulgarie, CAN – Canada, HRV – Croatie, ESP – Espagne, EST – Estonie, USA – États-Unis, FIN – Finlande, FRA – France, GRC – Grèce, HKG – Hong-kong (Chine), HUN – Hongrie, IRL – Irlande, ISR – Israël, ITA – Italie, JPN – Japon, LVA – Lettonie, LTU – Lituanie, LUX – Luxembourg, MKD – Macédoine du Nord, MLT – Malte, NZL – Nouvelle-Zélande, NOR – Norvège, NLD – Pays-Bas, POL – Pologne, PRT – Portugal, ROU – Roumanie, GBR – Royaume-Uni, SVK – Slovaquie, SVN – Slovénie, SWE – Suède, CHE – Suisse, CZE – Tchéquie. L'évolution de la rigidité du marché du travail peut être décomposée en trois: la contribution de l'augmentation des emplois vacants, la contribution de la baisse du chômage et l'interaction entre les deux (qui n'est pas représentée sur le graphique en raison de sa moindre ampleur). À l'échelon national, la somme de ces trois termes correspondra exactement à l'évolution de la rigidité du marché du travail mais, pour l'ensemble des pays, la médiane de ces trois termes ne correspondra pas à l'évolution médiane de la rigidité du marché du travail. Voir l'annexe technique 3 pour plus d'informations.

Source: ILOSTAT; EUROSTAT; Trading Economics; Statistics Canada; Bureau des statistiques nationales du Royaume-Uni.

2. Dans les économies avancées, le marché du travail n'est généralement pas en surchauffe

Si l'on constate une tension accrue sur le marché du travail, cela n'implique cependant pas que les pays avancés soient proches du plein emploi entraînant un risque de «surchauffe». Les chiffres indiquent que, de manière générale, le marché du travail n'est pas en surchauffe²⁶. D'abord, il existait déjà un niveau élevé de chômage même avant la pandémie. C'est pourquoi la reprise permettant de revenir aux niveaux d'avant la pandémie en ce qui concerne l'emploi (voir figure 11) laisse encore un grand nombre de personnes au chômage. En 2019, le taux de chômage médian dans les pays analysés était de 5 pour cent. Deuxièmement, il existe une main-d'œuvre sous-utilisée tout aussi importante (comme les travailleurs sous-employés et les personnes sans emploi qui souhaitent travailler). C'est pourquoi, en règle générale, les économies avancées sont éloignées d'une situation de plein emploi dans laquelle les demandeurs d'emploi seraient en trop petit nombre pour permettre à l'économie de générer une croissance durable de l'emploi. Dans les pays où il existe des taux initiaux élevés de chômage et de sous-utilisation, l'augmentation de la tension sur le marché du travail devrait conduire à une baisse de ces indicateurs, tout en augmentant la capacité de production de l'économie. Par contre, dans certains pays possédant un faible taux de chômage et de sous-utilisation de la main-d'œuvre, la tension accrue peut entraîner des contraintes supplémentaires en matière de croissance économique et de création d'emplois. Ces évolutions au sein des économies avancées ont besoin d'être comprises dans le contexte du «grand écart» décrit dans la partie 1. Actuellement, il n'existe aucun signe véritable de tension sur le marché du travail dans les pays en développement dans lesquels la reprise est plus lente, plus fragile et inégale, ce qui a des conséquences négatives sur la demande au niveau du travail.

3. L'inflation au niveau mondial fait courir des risques supplémentaires à la reprise

L'inflation croissante a des conséquences sur le revenu réel des ménages, ce qui risque de réduire la demande globale et de retarder la reprise après la crise du COVID-19. La montée actuelle de l'inflation est alimentée grandement par une forte augmentation des prix des produits de base, en particulier des produits alimentaires et de l'énergie²⁷. Alors même que les entreprises répercutent les augmentations des prix à la production aux consommateurs, le pouvoir d'achat des ménages va baisser. En conséquence, en l'absence de hausses proportionnelles des salaires, la demande globale pourrait chuter de manière significative, venant entraver la croissance économique et la situation de l'emploi. Les ménages à bas revenu qui dépensent une part importante de ce dernier pour acheter des produits alimentaires courent le risque particulier de tomber dans la pauvreté et pourraient même se retrouver dans une situation d'insécurité alimentaire et de famine²⁸.

Les salaires réels ont augmenté plus lentement en 2021 qu'avant la pandémie. Dans les pays pour lesquels on dispose de chiffres (soit 7 pays à revenu intermédiaire et 18 pays à revenu élevé), la croissance des salaires nominaux médians avait atteint 5 pour cent en 2021, alors que la croissance des salaires réels n'était que de 1,6 pour cent seulement en raison de l'impact de la montée des taux d'inflation (figure 12). Dans les différents pays, on assiste à de grandes variations dans la croissance des salaires réels (voir aux 25^e et 75^e centiles sur la figure 12), les travailleurs de plus d'un quart des pays devant faire face, en réalité, à des salaires réels en baisse en 2021. La croissance des salaires réels a baissé de 0,7 pour cent par rapport à 2019, l'inflation au niveau mondial devant augmenter de manière importante en passant de 4,7 pour cent en 2021 à 7,4 pour cent en 2022²⁹. Il existe donc un risque selon lequel de nombreux ménages devront affronter une réduction sensible des revenus dont ils disposent, sauf si leurs salaires augmentent fortement au même rythme que les prix.

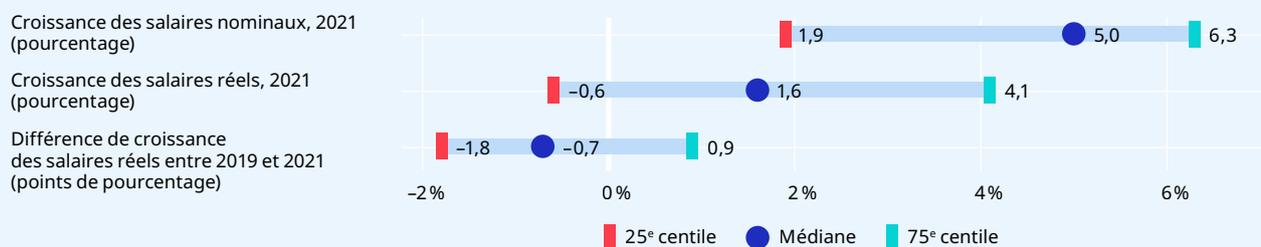
26 Dans cette analyse, nous utilisons le terme «surchauffe» pour désigner un marché du travail proche du plein emploi, dépourvu d'une capacité réelle d'augmenter la main-d'œuvre disponible, empêchant ainsi une croissance des emplois, quelle que soit la demande qui existe en la matière.

27 FMI, [Perspectives de l'économie mondiale – avril 2022](#).

28 On souffre de famine lorsqu'on se trouve dans l'incapacité de s'assurer un régime de repas couvrant suffisamment les besoins énergétiques. En 2022, selon le Programme alimentaire mondial, on estime que 323 millions de personnes pourraient faire face à une véritable famine. Voir: PAM, [Projected increase in acute food insecurity due to war in Ukraine](#).

29 FMI, [Perspectives de l'économie mondiale – avril 2022](#).

► **Figure 12. Croissance des salaires nominaux et réels, médiane, 25^e et 75^e centile, 2021**



Note: L'inflation des prix à la consommation a été utilisée pour déduire la croissance des salaires réels.

Source: BIT (croissance des salaires nominaux); base de donnée des Perspectives de l'économie mondiale du FMI 2022 (inflation).

► **Figure 13. Évolution de la rigidité du marché du travail et croissance moyenne des salaires réels, 2019-2021 (pourcentage)**



Note: La figure montre l'évolution de la rigidité du marché du travail (définie par le ratio des emplois vacants par rapport au nombre de chômeurs) entre la dernière période disponible (octobre 2021-mars 2022) et la même période en 2019, ainsi que la croissance moyenne des salaires réels entre 2019 et 2021 (c'est-à-dire la croissance des années 2020 et 2021). Les données sont disponibles pour 16 pays. La pente de la ligne de tendance n'est pas significative au niveau statistique.

Source: BIT, ILOSTAT; EUROSTAT; Trading Economics, Statistics Canada; Bureau des statistiques nationales du Royaume-Uni.

Jusqu'ici, on ne dispose que de peu d'indications qui laisseraient à penser que les salaires entraîneraient une spirale inflationniste. Les données disponibles pour 16 pays à revenu élevé ne vont pas dans le sens d'une relation de cause à effet entre l'augmentation de la tension sur le marché du travail et les salaires réels depuis 2019 (figure 13). Cela semble indiquer que le risque global d'une spirale salaires-prix dans un avenir proche serait faible.

Les périodes de forte inflation ont des effets de répartition importants. Face à une inflation dopée par les prix des produits de base, le marché du travail sera touché de différentes manières. Ceux qui produisent des produits de base et ceux qui se situent dans des activités associées sont susceptibles de réaliser des gains en matière de revenus³⁰. C'est également le cas des entreprises qui peuvent répercuter l'augmentation des coûts sur leurs clients. Toutefois, nombreuses sont les petites entreprises qui

ne disposent pas de cette option et qui sont forcées d'absorber l'augmentation des coûts, ce qui menace leur capacité à survivre face à de telles secousses. La hausse des prix des produits de base a également des conséquences négatives sur les pays importateurs nets avec des répercussions en termes de taux de change, de balance des paiements, de conditions financières et d'espace budgétaire, ce qui entraîne, à leur tour, d'autres implications pour le marché du travail. En ce qui concerne les travailleurs, la possibilité pour eux d'obtenir de meilleurs salaires en réponse à la hausse de l'inflation diffère grandement, à la fois selon les pays et selon les secteurs, et cela dépendra de la capacité de négociation, de la force du dialogue social et des institutions de négociation collective. Ces institutions sont susceptibles de réduire les tensions sociales et politiques et d'offrir des réponses consensuelles sur les problèmes qui se font jour en raison du niveau élevé de l'inflation³¹.

► Partie 3. Perspectives d'avenir: naviguer entre une succession de crises pour aller vers une reprise centrée sur l'humain

La multiplication des crises entrave la reprise du marché du travail, notamment dans les pays en développement. Tandis que, fin 2021, certaines régions du monde enregistraient une reprise plus forte après la crise du COVID-19, l'analyse réalisée dans cette édition de l'Observatoire souligne à la fois la persistance d'un écart entre pays avancés et pays en développement ainsi que la détérioration de la situation de ces économies en développement au premier trimestre 2022. Malgré une tension observée sur le marché du travail de certaines économies avancées, il n'existe que peu d'indices concernant une spirale salaires-prix. Dans certains pays en développement, les gouvernements sont de plus en plus limités dans leur action par le manque d'espace budgétaire et sont confrontés aux défis liés à la viabilité de la dette, alors que les entreprises doivent faire face à des incertitudes accrues qui découragent les investissements et les créations d'emplois et que les travailleurs continuent de ne pas pouvoir bénéficier d'un accès suffisant à la protection sociale

et à des mécanismes leur permettant d'améliorer leurs compétences afin de maîtriser les transitions. Alimentée par les perturbations engendrées par le conflit en Ukraine, la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie frappe durement les ménages pauvres ainsi que les petites entreprises, notamment celles qui évoluent au sein de l'économie informelle. Dans les pays gravement touchés, il existe un risque croissant de voir cette série de crises se traduire en crises sociales et politiques.

Ces défis indissociables nécessitent à nouveau une solidarité sur le plan international. Il est plus urgent que jamais d'aboutir à une reprise centrée sur l'humain établissant des chemins de développement durable et allant vers un avenir du travail meilleur et plus inclusif. Cet objectif a fait l'objet d'un consensus tripartite de la part des 187 États Membres de l'OIT lors de la 109^e Conférence internationale du Travail en juin 2021, pendant laquelle a été adopté l'*Appel mondial à l'action en vue d'une*

³⁰ Puisque la hausse des prix est générée par une production plus faible, les hausses de prix ne se traduisent pas nécessairement par une augmentation des revenus pour tous les producteurs. C'est la raison pour laquelle les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement surviennent généralement au détriment des revenus.

³¹ OIT, *Social Dialogue Report: Collective bargaining for an inclusive, sustainable and resilient recovery*, 2022.

reprise centrée sur l'humain qui soit inclusive, durable et résiliente pour sortir de la crise du COVID-19, qui inclut toute une série de recommandations détaillées à l'intention des gouvernements, des organisations d'employeurs et de travailleurs et de la communauté internationale. Elles ont été à nouveau passées en revue et encore développées à l'occasion du Forum mondial de l'OIT pour une reprise centrée sur l'humain qui s'est déroulé en février 2022. Elles feront encore l'objet d'une discussion lors de la 110^e session de la Conférence internationale du Travail (du 27 mai au 11 juin 2022). En résumé:

- Face à la multiplication des risques, notamment pour les plus vulnérables, un soutien immédiat et efficace est nécessaire afin de protéger et de maintenir le pouvoir d'achat issu des revenus du travail et, de manière plus générale, le niveau de vie. De façon urgente, il faut engager un dialogue tripartite pour soutenir le développement d'une série de mesures complètes comprenant notamment des ajustements de salaires appropriés et équitables ainsi qu'une action efficace des pouvoirs publics afin de soutenir les revenus. Les systèmes de protection sociale et les mesures en matière de sécurité alimentaire sont essentiels pour y parvenir.
- La lutte contre l'inflation étant devenue un défi majeur, les politiques macroéconomiques doivent être ajustées avec soin. En même temps, les marchés émergents et les pays en développement devront affronter des vents contraires en raison du resserrement de la politique monétaire dans les économies avancées, ce qui nécessitera une gestion prudente des flux financiers.
- Afin de promouvoir la reprise sur le long terme, des politiques sectorielles bien conçues seront nécessaires pour contribuer à la création d'emplois décents, tout en allant vers la formalisation, la durabilité et l'inclusion. Des politiques ciblées permettant de contribuer aux phases de transition concernant les personnes pendant la période de reprise demeurent également importantes, notamment en faisant porter les efforts sur

les groupes vulnérables et en améliorant les conditions de travail des personnes exerçant un emploi informel, en les aidant à effectuer la transition vers l'économie formelle.

- Afin de contribuer à la résilience et à l'équité sur le marché du travail, ces efforts doivent être accompagnés par des institutions du travail puissantes, par la négociation collective et par un dialogue social respectant les normes internationales du travail. Ils doivent jouer un rôle essentiel pour veiller à la maîtrise des risques inflationnistes tout en permettant, en même temps, d'éviter les injustices sur le plan social.
- Il sera crucial de bien suivre les tendances du marché du travail de manière continue afin de bien calibrer les politiques par rapport aux situations qui émergent et aux difficultés qui en découleraient. L'évolution de la quantité et de la qualité des emplois nécessite une attention particulière.

Il est possible de faire véritablement bouger les choses en suivant une démarche globale visant à garantir une protection sociale dont le besoin urgent se fait sentir (notamment des mesures en matière de santé) et en favorisant la création d'emplois décents pour encourager une transition juste. À cet égard, [l'Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale pour une transition juste](#), et son objectif visant à créer au moins 400 millions d'emplois d'ici 2030, principalement dans l'économie verte, dans l'économie numérique et l'économie des soins, et à étendre les socles de protection sociale pour plus de 4 milliards de personnes qui ne sont toujours pas couvertes, constitue une initiative importante. Parmi de nombreux autres objectifs, cet ensemble de mesures doit promouvoir un environnement favorisant l'entreprise, développant les capacités humaines pouvant augmenter les capacités de production, protéger les populations et créer davantage d'emplois décents sur fond de dialogue social redynamisé et de plein respect des normes du travail.

► Annexe statistique

► **Tableau A1. Estimations trimestrielles des heures travaillées dans le monde et par région** (l'évolution en pourcentage et les équivalents en emplois à plein temps ont été arrondis à 100000 près)

Zone de référence	Période	Évolution des heures travaillées par rapport au 4 ^e trimestre 2019 (ajustée à la population âgée de 15 à 64 ans)	Nombre équivalent d'emplois à plein temps (48 heures par semaine)
Monde	2020 T1	-4,7%	-136900000
	2020 T2	-18,6%	-537000000
	2020 T3	-7,0%	-203900000
	2020 T4	-4,2%	-121400000
	2021 T1	-3,8%	-110100000
	2021 T2	-4,4%	-127100000
	2021 T3	-4,2%	-122600000
	2021 T4	-3,2%	-95100000
	2022 T1	-3,8%	-112500000
	2022 T2	-4,2%	-123200000
Afrique	2020 T1	-1,9%	-7000000
	2020 T2	-16,3%	-60300000
	2020 T3	-7,1%	-26400000
	2020 T4	-4,3%	-16100000
	2021 T1	-4,2%	-16000000
	2021 T2	-4,2%	-15900000
	2021 T3	-5,8%	-22100000
	2021 T4	-4,7%	-18100000
	2022 T1	-4,1%	-16000000
	2022 T2	-4,0%	-15500000
Amériques	2020 T1	-2,6%	-9800000
	2020 T2	-28,5%	-105700000
	2020 T3	-15,4%	-57200000
	2020 T4	-8,5%	-31800000
	2021 T1	-6,1%	-22700000
	2021 T2	-5,3%	-19800000
	2021 T3	-3,7%	-13800000
	2021 T4	-2,5%	-9500000
	2022 T1	-1,7%	-6500000
	2022 T2	-1,3%	-4900000

► **Tableau A1. (suite)**

Zone de référence	Période	Évolution des heures travaillées par rapport au 4 ^e trimestre 2019 (ajustée à la population âgée de 15 à 64 ans)	Nombre équivalent d'emplois à plein temps (48 heures par semaine)
États arabes	2020 T1	-2,9%	-1 500 000
	2020 T2	-20,3%	-10 200 000
	2020 T3	-8,6%	-4 400 000
	2020 T4	-4,6%	-2 300 000
	2021 T1	-5,3%	-2 700 000
	2021 T2	-6,6%	-3 400 000
	2021 T3	-5,4%	-2 800 000
	2021 T4	-4,4%	-2 300 000
	2022 T1	-4,8%	-2 500 000
	2022 T2	-4,1%	-2 100 000
Asie et Pacifique	2020 T1	-6,0%	-107 100 000
	2020 T2	-17,1%	-302 600 000
	2020 T3	-5,5%	-97 100 000
	2020 T4	-3,0%	-54 000 000
	2021 T1	-2,8%	-50 400 000
	2021 T2	-4,3%	-76 300 000
	2021 T3	-4,2%	-75 700 000
	2021 T4	-3,2%	-58 000 000
	2022 T1	-4,3%	-77 300 000
	2022 T2	-4,6%	-82 500 000
Europe et Asie centrale	2020 T1	-3,6%	-11 600 000
	2020 T2	-17,8%	-58 300 000
	2020 T3	-5,8%	-18 800 000
	2020 T4	-5,2%	-17 200 000
	2021 T1	-5,6%	-18 400 000
	2021 T2	-3,6%	-11 700 000
	2021 T3	-2,5%	-8 200 000
	2021 T4	-2,2%	-7 100 000
	2022 T1	-3,1%	-10 100 000
	2022 T2	-5,6%	-18 100 000

► **Tableau A2. Estimations trimestrielles des heures travaillées, dans le monde et par groupe de revenu** (l'évolution en pourcentage et les équivalents en emplois à plein temps ont été arrondis à 100 000 près)

Zone de référence	Période	Évolution des heures travaillées par rapport au 4 ^e trimestre 2019 (ajustée à la population âgée de 15 à 64 ans)	Nombre équivalent d'emplois à plein temps (48 heures par semaine)
Monde	2020 T1	-4,7%	-136900000
	2020 T2	-18,6%	-537000000
	2020 T3	-7,0%	-203900000
	2020 T4	-4,2%	-121400000
	2021 T1	-3,8%	-110100000
	2021 T2	-4,4%	-127100000
	2021 T3	-4,2%	-122600000
	2021 T4	-3,2%	-95100000
	2022 T1	-3,8%	-112500000
	2022 T2	-4,2%	-123200000
Pays à faible revenu	2020 T1	-2,1%	-3800000
	2020 T2	-12,7%	-22700000
	2020 T3	-6,1%	-11000000
	2020 T4	-3,5%	-6400000
	2021 T1	-3,1%	-5700000
	2021 T2	-3,8%	-7000000
	2021 T3	-5,2%	-9600000
	2021 T4	-4,3%	-8000000
	2022 T1	-3,6%	-6700000
	2022 T2	-3,6%	-6900000
Pays à revenu intermédiaire inférieur	2020 T1	-1,7%	-19400000
	2020 T2	-27,7%	-310000000
	2020 T3	-8,9%	-100100000
	2020 T4	-5,1%	-57500000
	2021 T1	-4,3%	-49000000
	2021 T2	-6,5%	-73800000
	2021 T3	-6,3%	-71500000
	2021 T4	-5,3%	-61100000
	2022 T1	-5,7%	-65900000
	2022 T2	-6,0%	-69000000

► **Tableau A2. (suite)**

Zone de référence	Période	Évolution des heures travaillées par rapport au 4 ^e trimestre 2019 (ajustée à la population âgée de 15 à 64 ans)	Nombre équivalent d'emplois à plein temps (48 heures par semaine)
Pays à revenu intermédiaire supérieur	2020 T1	-8,9%	-100800000
	2020 T2	-11,7%	-132300000
	2020 T3	-5,2%	-59400000
	2020 T4	-2,9%	-33000000
	2021 T1	-2,7%	-30700000
	2021 T2	-2,3%	-26200000
	2021 T3	-2,3%	-26500000
	2021 T4	-1,3%	-14300000
	2022 T1	-2,7%	-30300000
	2022 T2	-3,5%	-40400000
Pays à revenu élevé	2020 T1	-2,8%	-12900000
	2020 T2	-15,6%	-71900000
	2020 T3	-7,3%	-33500000
	2020 T4	-5,3%	-24400000
	2021 T1	-5,4%	-24700000
	2021 T2	-4,4%	-20100000
	2021 T3	-3,3%	-15000000
	2021 T4	-2,6%	-11800000
	2022 T1	-2,1%	-9500000
	2022 T2	-1,5%	-6900000

► **Tableau A3. Estimations trimestrielles des heures travaillées par sexe, dans le monde et par région** (l'évolution en pourcentage et les équivalents en emplois à plein temps ont été arrondis à 100000 près)

Zone de référence	Période	Évolution des heures travaillées par rapport au 4 ^e trimestre 2019 (ajustée à la population âgée de 15 à 64 ans)		Nombre équivalent d'emplois à plein temps (48 heures par semaine)	
		Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Monde	2020 T1	-5,7%	-4,2%	-58300000	-78600000
	2020 T2	-18,1%	-18,8%	-187000000	-349900000
	2020 T3	-8,3%	-6,3%	-86200000	-117800000
	2020 T4	-5,4%	-3,5%	-56300000	-65100000
	2021 T1	-4,8%	-3,2%	-50100000	-60000000
	2021 T2	-4,8%	-4,1%	-50200000	-76900000
	2021 T3	-4,6%	-4,0%	-48200000	-74400000
	2021 T4	-3,4%	-3,2%	-35100000	-60000000
	2022 T1	-4,3%	-3,6%	-44400000	-68000000
Afrique	2020 T1	-2,1%	-1,8%	-3000000	-4000000
	2020 T2	-18,8%	-14,7%	-27300000	-33000000
	2020 T3	-9,2%	-5,7%	-13400000	-13000000
	2020 T4	-5,8%	-3,3%	-8500000	-7600000
	2021 T1	-5,6%	-3,3%	-8300000	-7600000
	2021 T2	-5,2%	-3,5%	-7700000	-8200000
	2021 T3	-6,9%	-5,0%	-10400000	-11700000
	2021 T4	-5,3%	-4,3%	-8100000	-10100000
	2022 T1	-4,7%	-3,8%	-7100000	-8900000
Amériques	2020 T1	-2,7%	-2,6%	-4000000	-5800000
	2020 T2	-31,1%	-26,8%	-45300000	-60300000
	2020 T3	-18,7%	-13,3%	-27300000	-29900000
	2020 T4	-9,9%	-7,7%	-14500000	-17300000
	2021 T1	-7,4%	-5,2%	-10800000	-11800000
	2021 T2	-6,4%	-4,6%	-9400000	-10500000
	2021 T3	-5,0%	-2,8%	-7400000	-6400000
	2021 T4	-2,7%	-2,4%	-4000000	-5500000
	2022 T1	-1,7%	-1,8%	-2600000	-4000000

► **Tableau A3. (suite)**

Zone de référence	Période	Évolution des heures travaillées par rapport au 4 ^e trimestre 2019 (ajustée à la population âgée de 15 à 64 ans)		Nombre équivalent d'emplois à plein temps (48 heures par semaine)	
		Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
États arabes	2020 T1	-2,4%	-3,0%	-100000	-1300000
	2020 T2	-25,2%	-19,6%	-1500000	-8700000
	2020 T3	-11,3%	-8,3%	-700000	-3700000
	2020 T4	-6,7%	-4,3%	-400000	-1900000
	2021 T1	-7,2%	-5,0%	-400000	-2300000
	2021 T2	-7,8%	-6,5%	-500000	-2900000
	2021 T3	-6,1%	-5,3%	-400000	-2400000
	2021 T4	-4,5%	-4,4%	-300000	-2000000
	2022 T1	-5,0%	-4,8%	-300000	-2200000
Asie et Pacifique	2020 T1	-7,9%	-5,1%	-47100000	-60000000
	2020 T2	-14,5%	-18,4%	-86900000	-215700000
	2020 T3	-6,0%	-5,2%	-35800000	-61300000
	2020 T4	-4,3%	-2,4%	-25700000	-28300000
	2021 T1	-3,7%	-2,4%	-22500000	-27900000
	2021 T2	-4,7%	-4,1%	-28100000	-48200000
	2021 T3	-4,5%	-4,1%	-27400000	-48300000
	2021 T4	-3,4%	-3,1%	-20600000	-37400000
	2022 T1	-5,1%	-3,9%	-30400000	-46900000
Europe et Asie centrale	2020 T1	-3,0%	-3,9%	-4100000	-7500000
	2020 T2	-19,0%	-16,9%	-26000000	-32300000
	2020 T3	-6,5%	-5,2%	-8900000	-9900000
	2020 T4	-5,3%	-5,2%	-7200000	-10000000
	2021 T1	-5,9%	-5,4%	-8000000	-10400000
	2021 T2	-3,3%	-3,8%	-4500000	-7200000
	2021 T3	-2,0%	-2,9%	-2700000	-5500000
	2021 T4	-1,6%	-2,6%	-2200000	-4900000
	2022 T1	-2,9%	-3,2%	-4000000	-6100000

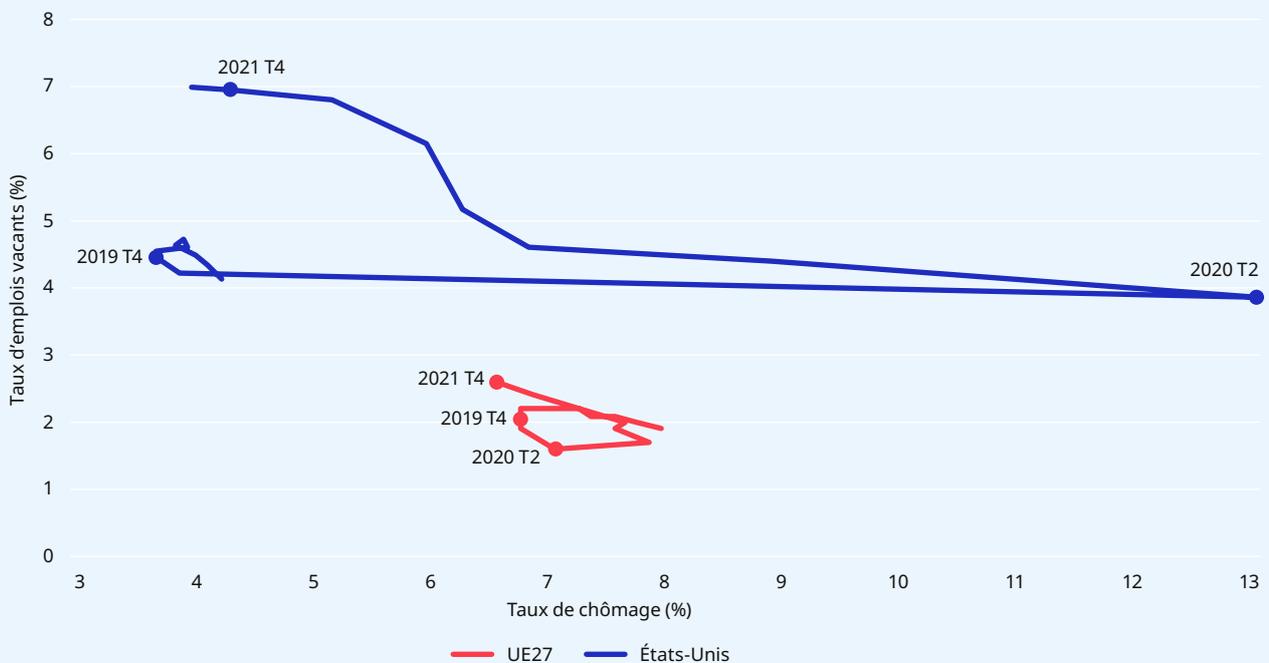
► **Tableau A4. Estimations trimestrielles des heures travaillées par sexe, dans le monde et par groupe de revenu** (l'évolution en pourcentage et les équivalents en emplois à plein temps ont été arrondis à 100 000 près)

Zone de référence	Période	Évolution des heures travaillées par rapport au 4 ^e trimestre 2019 (ajustée à la population âgée de 15 à 64 ans)		Nombre équivalent d'emplois à plein temps (48 heures par semaine)	
		Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Monde	2020 T1	-5,7%	-4,2%	-58300000	-78600000
	2020 T2	-18,1%	-18,8%	-187000000	-349900000
	2020 T3	-8,3%	-6,3%	-86200000	-117800000
	2020 T4	-5,4%	-3,5%	-56300000	-65100000
	2021 T1	-4,8%	-3,2%	-50100000	-60000000
	2021 T2	-4,8%	-4,1%	-50200000	-76900000
	2021 T3	-4,6%	-4,0%	-48200000	-74400000
	2021 T4	-3,4%	-3,2%	-35100000	-60000000
	2020 T1	-4,3%	-3,6%	-44400000	-68000000
Pays à faible revenu	2020 T2	-2,4%	-1,9%	-1700000	-2100000
	2020 T3	-15,6%	-10,9%	-10900000	-11800000
	2020 T4	-8,6%	-4,5%	-6000000	-4900000
	2021 T1	-5,3%	-2,4%	-3800000	-2600000
	2021 T2	-4,9%	-2,0%	-3500000	-2200000
	2021 T3	-5,1%	-2,9%	-3700000	-3300000
	2021 T4	-6,4%	-4,4%	-4600000	-4900000
	2022 T1	-4,9%	-3,8%	-3600000	-4400000
	2020 T1	-4,3%	-3,1%	-3100000	-3600000
Pays à revenu intermédiaire inférieur	2020 T1	-2,6%	-1,4%	-7900000	-11500000
	2020 T2	-27,4%	-27,8%	-83200000	-226800000
	2020 T3	-10,7%	-8,2%	-32700000	-67400000
	2020 T4	-8,1%	-4,0%	-24900000	-32700000
	2021 T1	-6,4%	-3,5%	-19700000	-29200000
	2021 T2	-8,5%	-5,8%	-26100000	-47700000
	2021 T3	-8,0%	-5,6%	-24900000	-46600000
	2021 T4	-7,2%	-4,6%	-22600000	-38500000
	2022 T1	-8,2%	-4,8%	-25500000	-40400000

► **Tableau A4. (suite)**

Zone de référence	Période	Évolution des heures travaillées par rapport au 4 ^e trimestre 2019 (ajustée à la population âgée de 15 à 64 ans)		Nombre équivalent d'emplois à plein temps (48 heures par semaine)	
		Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Pays à revenu intermédiaire supérieur	2020 T1	-9,2%	-8,7%	-43800000	-57000000
	2020 T2	-13,1%	-10,6%	-62500000	-69800000
	2020 T3	-6,8%	-4,1%	-32500000	-26800000
	2020 T4	-3,8%	-2,3%	-18100000	-14900000
	2021 T1	-3,7%	-2,0%	-17600000	-13200000
	2021 T2	-2,8%	-2,0%	-13200000	-13000000
	2021 T3	-2,8%	-2,0%	-13600000	-13000000
	2021 T4	-1,2%	-1,3%	-5800000	-8500000
	2022 T1	-2,9%	-2,5%	-13900000	-16400000
Pays à revenu élevé	2020 T1	-2,7%	-2,9%	-4900000	-8000000
	2020 T2	-16,6%	-15,0%	-30400000	-41 500000
	2020 T3	-8,2%	-6,7%	-14900000	-18600000
	2020 T4	-5,2%	-5,4%	-9500000	-14900000
	2021 T1	-5,1%	-5,6%	-9300000	-15400000
	2021 T2	-3,9%	-4,7%	-7100000	-13000000
	2021 T3	-2,8%	-3,6%	-5100000	-9900000
	2021 T4	-1,7%	-3,1%	-3100000	-8700000
	2022 T1	-1,0%	-2,8%	-1900000	-7700000

► **Figure A1. Relation entre taux d'emplois vacants et taux de chômage dans l'UE27 et aux États-Unis, 4^e trimestre 2019-4^e trimestre 2021/1^{er} trimestre 2022**



Note: Le taux d'emplois vacants est défini comme le ratio entre les nouvelles offres d'emplois et le nombre total d'emplois dans l'économie. Ce graphique est communément appelé «courbe de Beveridge». Pour chaque point, elle montre le nombre d'emplois vacants et de chômeurs à une période donnée. Cette représentation graphique peut fournir des informations utiles sur le marché du travail. La relation entre le taux d'emplois vacants et le taux de chômage devrait suivre une pente descendante (puisque davantage d'emplois sont disponibles, le chômage devrait baisser). Les marchés du travail plus rigides sont associés à des points situés plus haut sur la courbe. Par exemple, sur le graphique, les États-Unis affichent une rigidité importante depuis le 2^e trimestre 2020 et jusqu'au 4^e trimestre 2021 puisque les points les plus récents apparaissent en haut à gauche. Un deuxième concept lié à cette courbe est l'efficacité d'appariement (adéquation entre offre et demande de travail): si la courbe est déplacée horizontalement vers la droite (c'est-à-dire que pour tout niveau de chômage il existe dorénavant un niveau plus élevé d'offres d'emplois qui lui est associé), cela peut être interprété comme une diminution de l'efficacité d'appariement. Par exemple, les États-Unis montrent une tendance qu'on peut interpréter comme une baisse de l'efficacité d'appariement au 4^e trimestre 2021 par rapport au 4^e trimestre 2019: pour un niveau de chômage similaire, le nombre d'offres d'emplois publiées est plus réduit.

Source: BLS; Eurostat.

► Annexe technique

L'annexe technique est disponible à l'adresse:

https://www.ilo.org/global/publications/WCMS_845627/lang--en/index.htm